

31 Août, Journée mondiale du blog : EcoCitoyens TV aux anges !



En cette journée mondiale du Blog, je tiens à vous remercier, lectorat francophone et francophile même anglophone que vous êtes, pour cette formidable aventure.

Selon les statistiques à moi fournies par Google Analytic, le blog EcoCitoyens TV est à 13 457 vues avec une centaine d'articles soigneusement écrits et une dizaine de vidéos.

ECOCITOYENS TV

MEDIA EN LIGNE D'INFORMATION ET D'ANALYSE ENVIRONNEMENTALE

Site web : ecocitoyens.tv.blogspot.com



CLIMAT-EAU-ECOSYSTEME-SOL

Tel: 00229 97 04 40 53, Email: ecocitoyens229@gmail.com

Il joue ainsi un rôle à part entière dans la prise de conscience écologique en Afrique et à travers le monde car nous sommes aussi suivi dans une trentaine de pays au monde. En raison de la situation sanitaire actuelle et de la dépendance des questions environnementales de celles sanitaires.

EcoCitoyens TV abodera désormais les sujets sur l'environnement et la santé.

J'avoue être très ému de vos diverses réactions et étonnants commentaires. Je vous remercie du fond du coeur.

Et comme toujours, je travaille à l'instant même à vous offrir le meilleur. J'affine d'ors et déjà mes plumes numériques de sorte à les rendre plus savoureuses et digestes au goût des fidèles lecteurs que vous êtes.

Pour rappel, les blogs constituent de nouveaux moyens d'expression dans nos sociétés. Ils sont présents sur le net depuis 1993, Tim Berners Lee fut le premier à créer le premier site internet de l'histoire. Il devient sans doute le premier blogger de l'histoire, sans le savoir.

Coups de gueules, coups de cœurs, journaux intimes, albums photos, vies privées, successions de liens... on trouve réellement de tout dans la planète blog que d'aucuns nomment parfois la blogosphère.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

La JCI Bohicon Wanilo améliore le cadre de vie de Bohicon

Pour la propriété de la ville carrefour du Bénin, Bohicon, la JCI Bohicon Wanilo donne 30 poubelles. Une initiative saluée vivement par le maire.

Suivez le reportage de Jonas GNANHLO ici [□□□□□□□□□□□□](#)

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Cadre de vie à Bohicon : La JCI Bohicon Wanilo fait don de 30 poubelles à la commune



La JCI Bohicon-Wanilo a une fois de plus marqué la ville carrefour d'un projet dénommé '' Améliore ton cadre de vie''.

C'était dans la matinée du vendredi 28 Août 2020 à la mairie de Bohicon. Objectif, sensibiliser sur l'hygiène de cadre de vie et procéder à la remise d'un nombre important de poubelles. Le rendu du projet s'est effectué en présence de l'autorité communale, le Maire de la commune de Bohicon Ruffino d'Almeida, le Chef-Service Environnement, le Chef de l'arrondissement I Bohicon et toute l'équipe dirigeante de la JCI Bohicon-Wanilo présidée par M. Saturnin GNAMBAKPO.

Pour Modeste AKADJAME, Directeur du Projet il s'agit de contribuer à l'amélioration du cadre de vie de la population de Bohicon.



« Je remercie Monsieur le maire et son conseil communal » dixit Saturnin GNAMBAKPO, Président JCI Bohicon-Wanilo précisant qu'il entend avec leur collaboration mettre en œuvre d'autres projets pour le grand bonheur de la population de Bohicon.



Prenant la parole au nom du conseil communal, le maire de la commune de Bohicon salue l'initiative, **« Ces poubelles viennent à point nommé. Au nom du conseil communal, je remercie la JCI en générale et la JCI Bohicon-Wanilo en particulier pour ce geste fort louable »**. Il a pour finir inviter toute la population de Bohicon à fournir l'effort qu'il faut pour maintenir leur environnement toujours sain.

30 Poubelles pour la propriété de Bohicon

Trente (30) poubelles dont 20 en forme cylindrique déposables par terre et 10 autres en forme conique suspendues en l'air, viennent ainsi d'être réceptionnées.



Le chef Service-Environnement a pris l'engagement ferme de veiller au bon usage des dons reçus.

La cérémonie qui a réuni une vingtaine de participants s'est achevée à la satisfaction de tous.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Bénin: Recrutement de 100 gardes forestiers

Au Bénin, le Ministère du cadre de vie et du développement durable lance le concours de recrutement de 100 gardes forestiers.



MINISTÈRE DU CADRE DE VIE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

01 BP 5621 / 01 BP 5502 Cotonou - BENIN
Tél : +229 21 31 77 71 / +229 21 31 52 28
Fax : +229 21 31 51 09
sfanton@poussou@gouv.bj
sp_mvdd@gouv.bj

N° **009** /MCVDD/DC/SGM/DGEFC/SA

Cotonou, le **17** AOÛT 2020

COMMUNIQUE RADIO-DIFFUSE

(A diffuser 01 fois par jour du mardi 18 au
jeudi 20 août 2020 à Cotonou et à Parakou)

Le Ministre de Cadre de Vie et du Développement Durable communique :

En vue de renforcer la capacité opérationnelle de l'administration des Eaux, Forêts et Chasse, le Ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable informe le public qu'il sera organisé au profit de ladite administration, un recrutement par concours direct de cent (100) Gardes Forestiers au titre de l'année 2020.

Conditions d'inscription

Le recrutement est ouvert aux candidats des deux sexes remplissant les conditions d'inscription ci-après :

- être de nationalité béninoise ;
- jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité ;
- n'être frappé d'aucune incapacité prévue par la loi ;
- être âgé de dix-huit (18) ans au moins et de vingt-cinq (25) ans au plus au 31 décembre 2020 ;
- ne pas être agent de l'Etat ;
- être titulaire du Brevet d'Etudes Agricoles Tropicales (BEAT) option Eaux, Forêts et Chasse ou de tout autre titre ou Diplôme professionnel reconnu équivalent.

Les lieux et dates de dépôt des dossiers de candidature seront communiqués ultérieurement.


José TONATO
Ministre du Cadre de Vie
et du Développement Durable

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Francis FAGNON opine sur le droit à l'eau et à l'assainissement au Bénin

Accès à l'eau et à l'assainissement : Etat des lieux et perspectives

Pour la 10^e célébration du Droit à l'eau et à l'assainissement, Francis FAGNON fait le bilan et émet des propositions

Interview réalisé par Megan Valère SOSSOU

Le 28 Juillet 2020, le monde entier célébrait le dixième anniversaire de la journée du droit à l'eau et à l'assainissement. En prélude à cette célébration nous recevons un acteur de ce domaine très sensible pour les populations rurales qu'urbaines.

Veillez bien vous présenter cher monsieur.

Je suis Francis FAGNON, Ingénieur Environnementaliste, Vice président National du Réseau Béninois du Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau et membres actif de plusieurs OSC.

Vous qui êtes un acteur remarquable du domaine de l'eau et de l'assainissement, dites nous quelle appréciation faites vous de la situation actuelle du droit à l'eau et à l'assainissement au Bénin ?

Je voudrais rappeler que l'eau et l'assainissement sont indissociables mais toutes fois, pour régler les questions de discriminations de l'assainissement de base, le Droit à l'eau est devenu un droit distinct du Droit à l'Assainissement.

Ainsi, opiner sur l'état du Droit à l'Eau et à l'Assainissement au Bénin, nous emmène à apprécier le niveau de réalisation de l'ODD 6 car au regard des principes ou exigences de ce Droit , reconnu en juillet 2010 par les Nations Unie, on note une forte similitude avec l'ODD 6 , « Accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable d'ici 2030 », qui n'est rien d'autre que la matérialisation du Droit à l'eau et à l'assainissement.

De façon générale, le Bénin peine à couvrir au plan national un taux de 45 % d'effectivité du Droit à l'eau et à l'Assainissement et je rappelle que dans ses 45 % la couverture en disponibilité de l'eau en milieu rural et urbain à elle seule fait près de 70 %.

Pourquoi le droit à l'eau et à l'assainissement est un droit fondamental ?

Le droit à l'eau et à l'assainissement puise tout son fondement dans le droit de l'homme car l'Eau est la vie et la

vie est une chose sacrée qu'il faut protéger contre toute nuisance. Aucun humain ne peut s'en passer. L'eau est au coeur de tout développement, au coeur de l'environnement, tout comme le droit de faire ses besoins aisément.

A vous suivre, il y a certainement des défis à relever pour la jouissance effective des communautés du droit à l'eau et à l'assainissement au Bénin.

Absolument, beaucoup d'efforts restent encore à faire pour l'effectivité du Droit à l'Eau et à l'assainissement au Bénin. Si au 21^{ème} siècle, des gens continuent de boire l'eau des marigots, des fleuves et autres, c'est bien grave. Au regard des différents enjeux, l'eau et l'assainissement sont considérés comme des droits inaliénables pour tous. Des zones restent encore non atteintes comme le village sankpiti dans la commune de Djidja où les populations s'abreuvent encore avec l'eau du fleuve, à Okoutagba dans la commune de Bantè, c'est pareil. A bemberekè, dans certains villages aussi, nous avons de ses problèmes là. Tout ces constats viennent compromettre les efforts consentis dans l'effectivité de ce droit.

Quel message aviez vous, à l'endroit des décideurs politiques notamment le l'exécutif ?

Que le gouvernement commence par régler les questions de l'hygiène et de l'assainissement au même titre que celui des investissements dans l'Eau, car Il ne s'est à rien qu'on investisse des milliards pour que l'eau soit disponible en zone urbaine alors que les populations rurales s'approvisionnent encore en eau malpropre. Il urge d'augmenter la dotation budgétaire au secteur de l'hygiène et de l'assainissement pour prévenir les maladies infectieuses ou hydriques et parasitaires. Egalement, d'aménager et valoriser les puits artésiens sur l'ensemble du territoire national cela pourrait contribuer à la jouissance complète de ce droit.

Que direz-vous en guise de conclusion ?

Pour conclure cet entretien, je voudrais simplement nous rappeler que le Droit à l'eau et à l'assainissement ne sera effectif que si nous jouons notre partition en évitant les surtaxes de l'eau en milieu rural qu'en milieu urbain, en travaillant à rendre l'eau disponible, salubre et de qualité

acceptable, accessibles physiquement, financièrement et sans danger aucun à tous. Et c'est la raison de notre combat.

Monsieur Francis FAGNON, nous vous remercions de votre disponibilité

C'est moi qui vous remercie cher Journaliste.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Recrutement : Chargé.e de Communication GCCA+ Afrique de l'Ouest

Chargé.e de Communication GCCA+ Afrique de l'Ouest (H/F)

Département Développement durable – DD > Pôle Climat et Biodiversité

Mis en ligne le : 03/08/2020

 AFRIQUE SUBSAHARIENNE  TOGO  LOMÉ



[Postuler](#)

RÉF.
2020/CDCGADL/5785

TYPE D'OFFRE
Poste terrain

TYPE DE CONTRAT
CDD

DATE LIMITE DE CANDIDATURE
28/08/2020 20:00

DURÉE
1 an renouvelable

Description de la mission

Le/la chargé.e de communication aura la responsabilité de mettre en œuvre les actions de la stratégie de communication du projet, dont les cinq objectifs stratégiques sont les suivants :

- **Objectif stratégique 1** : Rendre accessibles et compréhensibles pour toutes les cibles les documents socles de politique publique climat aux niveaux national et régional.
- **Objectif stratégique 2** : Positionner et crédibiliser la CEDEAO comme leader sur les problématiques climatiques dans la région et à l'international.
- **Objectif stratégique 3** : Mobiliser les acteurs à travers leur prise de conscience des enjeux climatiques, leur participation pour diffuser des solutions durables en vue du renforcement de la résilience des communautés et leur plaidoyer envers les Etats de la région.
- **Objectif stratégique 4** : Assurer une visibilité continue et cohérente du programme et de son bailleur principal.
- **Objectif stratégique 5** : Partager avec les organisations régionales et les pays membres de la CEDEAO un socle commun d'informations, compétences, résultats et connaissances sur l'action climatique.

Le/la chargé.e de communication sera en charge des tâches suivantes :

- Produire les contenus des supports de communication/visibilité du projet ;
- Animer la réflexion sur le calendrier et les sujets (pitches) des articles mensuels à produire ;
- Rédiger les articles mensuels mettant en valeur les activités/actualités du projet en lien avec le contexte régional et international (calendrier des négociations par exemple, conférences, sujets de société, etc) ;
- Coordonner le relais et la publication des articles sur les sites internet des parties prenantes du projet et dans les newsletters (Expertise France, ARAA, GCCA+ Intra-ACP) ;
- Consolider une base de contacts en vue de la diffusion des contenus produits par le projet ;
- Community management : animer le « pool » des personnes ressources pour les réseaux sociaux autour du projet (pool

composé de l'ARAA, EF, la Commission, le CILSS, le Secrétariat ACP) : définir un calendrier des actualités, préparer les postes, relayer aux personnes ressources, relancer et suivre.

- Veiller à la mise à jour régulière des supports « fondamentaux » et des sites internet des parties prenantes sur le projet ;
- Etablir et gérer une bibliothèque numérique avec les documents externes ressources du projet (publications techniques, supports de com, vidéos, etc).
- Gérer les relations avec les prestataires en charge du design/graphisme des différents supports.
- Décliner la stratégie de communication en plans de communication annuels et semestriels, mettre en œuvre ces actions ;
- Contribuer à la structuration d'une veille d'informations pertinentes pour le projet ;
- Concevoir les plans de communications autour de chaque évènement opérationnel du projet (ateliers) et les mettre en œuvre ;
- Créer une relation de confiance avec les représentants des médias et assurer la visibilité médiatique du projet, ceci incluant notamment les actions de communication lors de l'organisation ou la participation à des évènements internationaux (conférences de presse, communiqués de presse, réseaux sociaux...), l'organisation de reportages et/ou de débats télévisés et radiophoniques dans les domaines d'intervention du projet, etc.
- Participer aux réflexions stratégiques au sein de la CEDEAO, aux côtés de l'UCP, sur la structuration d'un plan de communication autour de la stratégie régionale climat (outils, canaux, techniques) ;
- Mettre en place un système permettant de documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques pendant la vie du projet ;
- Contribuer à la réflexion sur les besoins d'évolution des outils de diffusion des connaissances.

Description du projet ou contexte

Alliance Mondiale pour le Changement Climatique Plus, volet Afrique de l'Ouest (AMCC+ AO / GCCA+ WA)

L'Alliance Mondiale pour le Changement Climatique Plus (AMCC+ ou GCCA+), est la deuxième phase d'une initiative du même nom lancée par la Commission européenne (CE) en 2007 en vue de renforcer le dialogue et la coopération dans le domaine de la lutte contre le changement climatique entre l'Union européenne (UE) et les pays en développement les plus vulnérables.

Cette deuxième phase vise notamment à prendre en compte l'évolution des enjeux de développement et ainsi à contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable définis par les Nations Unies, et à la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

L'initiative GCCA+ continue de soutenir les pays à travers deux piliers qui se renforcent mutuellement: le dialogue politique et technique et le soutien à la mise en place de politiques nationales et régionales d'adaptation et d'atténuation au changement climatique, avec une insistance plus forte sur la gestion des connaissances sur le climat et leur communication.

Les priorités pour le GCCA+ sont les suivantes :

1. Renforcer la capacité scientifique et technique de la sous-région pour réduire la vulnérabilité au changement climatique ;
2. Promouvoir l'intégration des aspects du changement climatique dans les politiques, stratégies, programmes et projets de développement aux niveaux sous régional et national ;
3. Soutenir le développement et la mise en œuvre de programmes et de projets sous régionaux et nationaux sur l'adaptation au changement climatique.

L'initiative GCCA+ se décline en i) un volet « Global » composé de programmes déclinés par pays sous la supervision des Délégations locales de l'UE, et ii) un volet «Intra ACP» sous coordination du Secrétariat ACP à Bruxelles. Ce dernier volet est lui-même divisé en volets sous régionaux et Expertise France a été désignée pour gérer la délégation de fonds pour l'Afrique de l'Ouest.

Le volet régional Afrique de l'Ouest

Le projet GCCA+ Afrique de l'Ouest mis en œuvre par Expertise France pour un budget de 12.1 M€ sur 5 ans bénéficie de deux ancrages régionaux : le portage politique du projet par la CEDEAO, et un ancrage technique au niveau du CILSS, qui mettra par ailleurs en œuvre une partie des activités.

Le GCCA+ Afrique de l'Ouest a officiellement démarré le 1 janvier 2018 et a commencé par une phase de préfiguration de 12 mois visant à aboutir à une définition partagée des résultats et activités du projet. Le projet est actuellement en pleine phase de mise en œuvre.

En savoir plus sur les actualités du projet : <https://www.expertisefrance.fr/actualite?id=754627>

Profil souhaité

- Etre au moins titulaire d'un diplôme de BAC+2 ou BAC+3 ;
- Avoir au moins 4 années d'expérience à un poste de chargé de communication ;
- Avoir une expérience de travail au sein d'une ONG, agence de coopération ou institution ;
- Avoir de l'expérience en community management (animation des réseaux sociaux);
- Justifier d'une expérience en développement d'outils et de contenus de communication pour la visibilité d'un projet ou d'une organisation ;
- Etre capable de rédiger des rapports de capitalisation, analytiques et synthétiques, sur les expériences et leçons apprises (aussi bien issues de solutions pratiques de terrain que de politiques publiques) en vue d'un partage et d'une éventuelle réplique ;
- Avoir une connaissance des enjeux liés à l'environnement, aux ressources naturelles et/ou changements climatiques dans la région ouest-africaine ;
- Maîtrise des outils informatiques: Word, Power Point, Publisher, Photoshop, Indesign ou équivalent ;
- Avoir une très bonne maîtrise écrite et orale du français et de l'anglais, le portugais étant un atout.

Informations complémentaires

- **Dossier de candidature** : CV + Lettre de motivation

Les candidats shortlistés seront contactés pour un entretien et un test écrit.

- **Prise de poste** : dès que possible
- **Rémunération** : 1500€ à 2500€ bruts par mois en fonction du profil et de l'expérience

Date limite de candidature : 28/08/2020 20:00

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Webinars Africa Eco-Citizen Days, 2020

Après le succès formidable des Journées Eco-citoyennes du Benin (JEB) en 2019, DEV-ENERGY lance la deuxième édition des JEB devenues Africa Eco-Citizen Days (AED) qui se tiendront les 01, 02 et 03 septembre 2020.

En raison de l'urgence sanitaire mondiale, AED se tiendra en webinaires autour du thème: COVID-19-Résilience pour l'atteinte des Objectifs 2030 du nexus Climat-Eau-Energie-Environnement.

Cliquez sur le lien ci-dessous pour vous inscrire. ☐

<http://devenenergy.org/inscription-aux-webinaires/>

NB : La participation est gratuite et donne droit à une attestation.

_*Africa Eco-Citizen Days 2020...

Demeurons engagés pour l'atteinte des ODD.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Appel candidatures pour Jeunes innovateurs ODD du Pacte mondial des Nations Unies 2020

Le programme Jeunes innovateurs ODD est une opportunité pour les entreprises participantes du Pacte mondial des Nations Unies d'identifier les jeunes talents au sein de leurs organisations afin de collaborer et d'accélérer l'innovation commerciale vers les objectifs de développement durable (ODD).

Ce programme d'accélération de dix mois incite les futurs chefs d'entreprise et acteurs du changement à développer et à mettre en œuvre des solutions innovantes grâce à de nouvelles technologies, initiatives et modèles commerciaux et à atteindre les objectifs de durabilité de leur entreprise.

Le programme Young SDG Innovators est conçu pour engager les talents les plus brillants et les meilleurs de votre entreprise non seulement pour faire progresser vos efforts de développement durable, mais aussi pour stimuler l'innovation et fournir des solutions tangibles avec une valeur marchande potentielle pour votre entreprise.

Aperçu du programme

Au cours de ce programme accélérateur de neuf mois, certains jeunes professionnels («innovateurs») des entreprises participantes au Pacte mondial des Nations Unies:

Connectez-vous à de jeunes professionnels entrepreneurs dans le pays et du monde entier pour tirer parti des objectifs de développement durable comme catalyseur pour le développement de nouveaux produits et services pertinents pour leur entreprise.

Collaborez avec des leaders d'opinion dans une série d'exercices d'équipe et d'opportunités d'apprentissage

interactives impliquant des défis du monde réel, des commentaires et des sparring par les pairs, ainsi que du mentorat et du coaching.

Développer des compétences d'apprentissage organisationnel qui permettront aux employés de différentes fonctions de développer des solutions innovantes pour atteindre les objectifs de développement durable grâce à de nouvelles technologies, initiatives et modèles commerciaux.

Avantages pour les participants

Ressources d'apprentissage et de développement: Un programme complet avec un mélange d'occasions d'apprentissage, y compris des ateliers en ligne et en personne, des études de cas, des visites d'entreprises et des forums de discussion.

Expérience professionnelle: connectez-vous avec d'autres unités d'affaires et collaborez sur des projets innovants relatifs à l'entreprise et à l'industrie.

Accompagnement, mentorat et opportunités de réseautage entre pairs: établissez des relations de travail et apprenez de certains des esprits les plus brillants travaillant sur la durabilité et l'innovation du monde entier.

Faites partie d'un réseau mondial de jeunes professionnels de premier plan issus de certaines des plus grandes entreprises de tous les continents.

Éligibilités

En tant qu'entreprise participant au Pacte mondial des Nations Unies et à votre réseau local du Pacte mondial, votre entreprise est éligible pour nommer de jeunes professionnels très performants pour le programme. Ce programme est conçu pour cibler:

Des employés hautement performants dans une entreprise participante au Pacte mondial des Nations Unies

35 ans ou moins

Intérêt pour l'innovation des modèles d'affaires, la durabilité et les technologies de rupture

Date limite: 01 novembre 2020

Inscrivez vous ici

<https://www.unglobalcompact.org/take-action/global-impact-initiatives/apply-ysip-company>

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité